

Dernier Pays Stalinien en Transition : La Corée du Nord

Hyun-Wook KOH et Ick-Jin SEO*

* Professeurs de l'Université de Kyungnam en Corée du Sud.
Cet article a été subventionnée par le "fonds de soutien pour les travaux académiques" de l'Université de Kyungnam.



Situation générale : République populaire démocratique de Corée (2001)

Localisation : Asie du Nord-Est, moitié du Nord de la péninsule Coréenne, entre la Mer Jaune (Yellow Sea) et Mer de l'Est (East Sea), et entre la Corée du Sud et la Chine

Superficie : 122 762 km²

Population : 22,253 millions

Densité : 181,3 habitants / km²

Langue : coréen

Capitale : P'yongyang

Nature de l'Etat : république unitaire

Nature du régime : communiste, parti unique (Parti du travail de Corée)

Secrétaire général du parti du travail : KIM Jong-Il (depuis le 8.10.1997)

Indice de Développement Humain : - ; classement : -

Taux brut d'alphabétisation des adultes : -

Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire : -

Part de la population urbaine dans la population totale : 61,3 %

Espérance de vie à la naissance : 62,9 ans pour les hommes, 67,4 ans pour les femmes

RNB : 15,7 milliards de dollars ; RNB par tête : 706 dollars

PNB – composition par secteurs : agriculture 30,4 %, industrie 37,8 %, services 31,8 %

Dette extérieure : 12,5 milliards de dollar (74,2 % du PNB) (2000)

Taux global d'accroissement : -

Exportations : 560 millions de dollars (2000)

Importations : 1 410 millions de dollars (2000)

Introduction

Le peuple coréen est un peuple unique dont l'histoire remonte environ à 5 000 ans. La Corée comme pays uniifié indépendant a existé depuis 668 (réunification des trois royaumes) sous trois dynasties successives : Silla (668-918), Koryeo (918-1392) et Choseon (1392-1910). La colonisation par l'impérialisme japonais (officiellement de 1910 à 1945) a mis fin à la dernière dynastie. Le pays a été libéré à la fin de la deuxième guerre mondiale, ce qui a mené au processus de sa division en deux parties, et à la construction de deux pays indépendants, Corée du Nord et Corée du Sud, officiellement en août 1948. La Guerre de Corée (1950-1953) n'a pas réussi à réunifier ce peuple, mais a laissé, des deux côtés, des millions de morts et blessés ainsi qu'un territoire totalement ruiné.

C'est ainsi que, pour mieux comprendre la Corée du Nord (comme la Corée du Sud), il faut tenir compte des caractéristiques de la situation bien particulière dans laquelle elle se trouvait et se trouve toujours. Nous voulons insister sur deux points essentiels : d'une part, une volonté très forte de conserver la tradition historique du peuple coréen (tradition que la Corée du Sud a presque oubliée et s'efforce de retrouver depuis peu) afin de construire un pays socialiste idéal (donc, peut-être, confucianiste), et de l'autre, une menace permanente contre son existence issue de l'affrontement direct avec le monde capitaliste, et, en particulier avec la force militaire américaine (y compris les armes nucléaires installées en Corée du Sud jusqu'au début des années 1990).

1 – Les traits généraux du système socialiste nord-coréen

Le système socialiste de la Corée du Nord se distingue des systèmes des autres pays ex-socialistes. Il s'agit d'un "socialisme à notre façon", dont les grands traits politiques, économiques et sociaux peuvent être résumés de la façon suivante :

Tout d'abord, le système politique est organisé autour d'un dirigeant unique, le "grand maître" (souryeong) qui est à la tête d'un Parti unique,

celui des travailleurs. Il se fonde aussi sur une idée simple de la société, celle du sujet (Juché). Dans cette configuration, le grand maître est le centre des sujets, le Parti n'étant qu'un organisme politique organisé autour de lui. On a donc à faire ici à un régime autoritaire et totalitaire, gouverné par le seul leadership du grand maître.

Ensuite, l'économie nord-coréenne repose sur un système socialiste fondé sur la propriété sociale des moyens de production, la planification, la centralisation et menant de surcroît une "politique d'autarcie". Plus concrètement, la propriété sociale est l'appropriation par l'Etat des moyens de production ; la propriété privée est partiellement autorisée pour ce qui est des revenus du travail, de l'épargne et des biens de consommation individuelle. C'est une économie dirigée par les autorités centrales qui monopolisent toutes les décisions économiques et les transferts d'informations nécessaires, tandis que les organisations inférieures doivent se soumettre aux ordres du centre.

Enfin, on peut qualifier le système social nord-coréen comme un système totalitaire basé sur le principe collectiviste "un pour tous et tous pour un" et, plus particulièrement, comme une grande famille dans laquelle le grand maître joue le rôle de père. Il s'agit ici de combiner de la façon la plus sûre le grand maître, le parti et le peuple, afin de former un organisme socio-politique. On comprend alors pourquoi il est de l'intérêt de l'Etat d'éduquer systématiquement, et de façon permanente, le peuple à l'ordre politique et idéologique, afin que ce dernier puisse accepter volontairement les normes issues de l'idée de grande famille. Cependant, la croyance du peuple à l'égard de cette idée semble s'affaiblir progressivement avec l'aggravation des inégalités au niveau des salaires et des rationnements, et ce, surtout, au fur et à mesure que les difficultés économiques s'accumulent, c'est-à-dire dès le début des années 1980.

2 – Caractéristiques structurelles de l'économie

2.1 – La stratégie de construction de l'économie socialiste

Dans le cas de la Corée du Nord, l'économie socialiste se résume à une économie nationale autarcique, définie comme « un système économique intégral dont tous les secteurs sont combinés de façon organique grâce aux équipements, à des techniques modernes et à sa propre base en matières premières abondantes et qui développe l'économie nationale vers diverses directions. Son objectif est qu'elle soit capable de produire de manière domestique la plupart des biens manufacturés et des produits agricoles nécessaires pour rendre le pays riche et puissant ainsi que pour éléver le niveau de vie du peuple ». De ce point de vue, on peut repérer trois traits majeurs de la stratégie utilisée pour la construction d'une telle économie.

Premièrement, cette stratégie peut être considérée, du point de vue de la théorie du développement économique, comme une « stratégie de développement introvertie à travers les substitutions aux importations ». Dans l'objectif d'obtenir une autonomie économique complète, le pays n'a développé ses relations économiques extérieures que de manière supplémentaire : n'importer que le minimum des biens de base et des capitaux nécessaires et limiter ses relations extérieures à des pays socialistes, principalement avec l'ancienne Union Soviétique et la Chine.

Mais, si cette stratégie s'est montrée efficace pendant un certain temps, notamment pendant le premier stade de développement, elle a naturellement mené à la construction d'une économie très fermée, complètement coupée de l'ordre de la division internationale du travail au point que l'économie est presque incapable de s'adapter de façon dynamique aux changements de l'environnement économique international. Ce manque d'intérêt accordé au rôle des relations économiques extérieures dans le processus de développement économique constitue un des facteurs majeurs à l'origine d'une récession profonde que l'économie nord-coréenne subit depuis longtemps.

Dans un second temps, pour la réalisation de l'objectif annoncé, le pays a opté pour une stratégie de croissance déséquilibrée, donnant la priorité au développement de l'industrie lourde. Il est dit que « l'essence de l'industrialisation socialiste se trouve dans le développement préalable des industries lourdes. La création d'industries lourdes puissantes au cœur desquelles se trouve la construction mécanique permettra d'établir un système industriel autonome et de réaliser une reconstruction technologique totale de l'économie populaire ». Cette démarche s'inscrit évidemment dans l'espoir que le développement préalable des industries lourdes permettra le développement des forces productives qui devront, à leur tour, assurer le développement des industries légères et de l'agriculture.

Cependant, cette intention n'a pas pu être réalisée, principalement à cause de l'insuffisance de ressources de toute nature, mais aussi à cause du recours à une stratégie de croissance extensive menée à travers l'augmentation quantitative d'inputs de facteurs de production plutôt que au moyen de l'amélioration de leur productivité. Mais il y a, aussi, une autre raison qui renvoie à une trop forte importance donnée aux industries d'armement.

Enfin troisièmement, comme les autres pays ex-socialistes, la Corée du Nord a aussi poursuivi un développement des industries de défense. Cette politique visant un développement concomitant de la force économique et de la force militaire a été maintenue jusqu'à ce jour. Depuis l'adoption officielle de cette stratégie en 1966, la part du budget consacrée à des fins militaires a augmenté rapidement, tandis que l'industrie s'est développée sous forme de complexes militaro-industriels. On a de bonnes raisons de supposer que l'industrie d'armement représente plus de la moitié de l'économie et de penser que cela constitue une contrainte lourde pour la croissance économique du pays.

2.2 – Une économie ordonnée mais compartimentée

Dans l'économie nord-coréenne, comme dans toute économie centralisée et planifiée, les

autorités centrales prennent des décisions concernant la production et la consommation aussi bien que l'offre et la demande à tous les niveaux de l'économie populaire. Il s'agit d'une "économie ordonnée" par la "Commission de planification nationale". Toutes les unités économiques, depuis les usines jusqu'aux consommateurs en passant par les chercheurs et scientifiques effectuant de la recherche-développement, doivent mener leurs activités selon les ordres (normes) qui leur ont été donnés par la Commission. Ainsi, l'économie nord-coréenne est une économie centralement dirigée.

Mais, en réalité, l'économie nord-coréenne a été divisée en deux compartiments : d'une part, celui destiné à la demande privée ("première économie") et d'autre part, celui destiné à la demande militaire ("seconde économie"). Cette dernière englobe toute l'industrie d'armement et est soumise, indépendamment de la première économie, à la "Seconde commission économique" sous contrôle direct de la "Commission de la défense", organisme suprême du pouvoir. D'ailleurs, un certain nombre d'entreprises ont une double appartenance, au sens où elles appartiennent à la fois à la première et à la seconde économie car elles ont un lien avec le secteur militaire. Dans ce cas, elles ont de doubles normes à respecter.

Or, depuis des années, on assiste à la naissance d'une nouvelle économie qui échappe à la planification et à cette division de l'économie en deux parties. Cette troisième économie non-planifiée, qui correspond à l'économie privée ou au marché noir, s'est formée très rapidement au fur et à mesure que les taux de croissance annuels négatifs se sont succédés au cours des années 1990 et que le bon fonctionnement de la planification centrale était paralysé. Pendant cette période, la partie non-planifiée s'est diffusée du secteur de la distribution au secteur de la production et au secteur financier, allant même jusqu'à exister dans les activités légales. On ne connaît pas le poids de cette "troisième économie", mais il est certain qu'elle gagne sans cesse du terrain. De ce point de vue, on peut parler d'une économie divisée en trois compartiments (*cf. MOU Ministry of Unification, 2002a, pp. 101-106*).

2.3 – Nature des problèmes économiques

Les difficultés économiques que la Corée du Nord connaît depuis la fin des années quatre-vingt trouvent leur origine, à l'évidence, dans une pénurie globale d'offre, à caractère structurel. Elles touchent essentiellement quatre domaines : l'alimentation, l'énergie, les matières premières et le manque de devises.

Premièrement, le problème de l'alimentation qui perdure depuis le début des années quatre-vingt-dix n'est toujours pas réglé. L'insuffisance, mesurée par la différence entre la quantité consommée et la quantité produite de manière domestique, se situe entre 1,5 million et 2 millions de tonnes en moyenne annuelle, ce qui correspond environ à 30 % des besoins. Il existe à cela des causes structurelles. En effet, le véritable commencement de ce problème date du milieu des années quatre-vingt, avec l'échec de la méthode de gestion agricole, appelé "*juché*" (sujet), et avec l'accumulation de contradictions internes à l'agriculture collective socialiste. Les autorités y ont répondu par une réduction de la ration par tête, passant de 700 g à 456 g et par un recours à l'aide alimentaire de l'ex-Union soviétique et de la Chine. C'est la raison pour laquelle la communauté internationale n'a pas été au courant de ce problème. L'effondrement du monde socialiste, survenu aux alentours des années quatre-vingt-dix, s'est traduit par l'interruption des soutiens économiques, des collaborations technologiques et de la fourniture d'inputs à usage agricole. Tous ces changements ont entraîné la chute du volume annuel de la production alimentaire au-dessous de la barre des 4 millions de tonnes. En outre, les désastres naturels survenus trois années de suite ont détruit la base de l'agriculture, aggravant le problème de l'alimentation. La communauté internationale a commencé à offrir une quantité massive de nourriture à partir de 1995, ce qui a contribué à réduire la famine, évitant des millions de morts. Mais, la cause fondamentale du problème, qui est l'incapacité à produire de façon domestique, reste non résolue et cette situation persiste. C'est pourquoi la diminution de l'aide extérieure, notamment américaine, faisant suite à la reconnaissance par la Corée du Nord de l'existence de programmes de développement de

l'arme nucléaire, peut aggraver, à nouveau, le problème de la pénurie alimentaire et, par conséquent, entraîner des morts supplémentaires.

Ensuite, le problème de la pénurie d'énergie a joué un rôle décisif dans la contraction des capacités de production industrielle, et ce d'autant plus que la structure industrielle du pays est centrée sur les industries lourdes gourmandes en énergie. La cause principale de cette pénurie d'énergie réside dans la diminution durable de la production de charbon. Le pays a développé une structure de son industrie énergétique centrée sur le charbon (70 % charbon, 16 % électricité, 10 % pétrole, 4 % autres) pour utiliser ses réserves abondantes en charbon conformément à la politique d'autarcie. A partir du milieu des années quatre-vingt, la production de charbon a diminué tendanciellement (37,5 millions de tonnes en 1985, 31,4 en 1990 et enfin 22,5 en 2000) en raison du vieillissement et du non renouvellement des équipements destinés à l'extraction minière, de la profondeur accrue des gisements de charbon, de la difficulté d'approvisionnement en matières premières, en même temps que de la régression de l'économie globale (NSO National Statistical Office, 2001, p. 54).

Troisièmement, on peut aussi constater une pénurie de matières premières et d'inputs. Cette pénurie est directement liée à la baisse du taux d'utilisation des capacités de production, due à la pénurie d'énergie. Autrement dit, la diminution de l'offre de l'énergie a conduit à la baisse du taux d'utilisation des capacités de production dans les industries lourdes consommant beaucoup d'énergie comme la sidérurgie, les cimenteries, la chimie et les engrains, provoquant ainsi la réduction de la production globale de ces industries. Il faut aussi noter la diminution de l'approvisionnement extérieur, résultant de l'effondrement du bloc socialiste. Enfin, le dernier facteur est le vieillissement des établissements et des équipements surtout dans les industries lourdes. La plupart ont été installés à l'occasion des projets de collaboration avec l'ex-Union soviétique, mais depuis le début des années quatre-vingt-dix, il n'y a ni réparation, ni remplacement.

Enfin, il faut souligner le manque de devises. Dans la mesure où les difficultés économiques

peuvent être caractérisées par la pénurie de l'offre, le problème pourrait alors être résolu par des importations. En fait, cette solution s'avère impossible à appliquer car la situation de "default" du pays ne lui permet d'accéder ni aux crédits internationaux, ni aux marchés internationaux de capitaux. En outre, il ne dispose pas, pour acquérir des devises, d'industries capables d'exporter leurs produits, sauf quelques armements. Comme nous l'avons vu plus haut, la poursuite de la politique d'autarcie n'a pas accordé une attention suffisante aux relations économiques extérieures, aux flux commerciaux et aux flux de capitaux. Pourtant, il n'est pas vrai que la Corée du Nord n'ait fait aucun recours aux capitaux étrangers. En réalité, elle a bénéficié d'un montant total de 4,75 milliards de dollars (aides et dons pour 1,28 milliard et aides à titre onéreux pour 3,47 milliards) pendant la période allant de la libération (1945) au milieu des années soixante-dix pour les utiliser dans la reconstruction après la guerre de Corée, le développement de l'armement et le développement économique socialiste. Les aides à titre onéreux, provenaient des pays anciennement socialistes jusqu'aux années soixante (2,04 milliards, soit 43 % du total), des pays capitalistes avancés dans la première moitié des années soixante-dix (1,24 milliard) (MOU, 2000, p. 385). Depuis que la Corée du Nord est tombée dans la situation de "default", vers la fin des années 1970, les dettes extérieures se sont accumulées pour atteindre 12,46 milliards de dollars en 2000, soit 74,2 % du Produit National Brut. Pire encore, le pays a du mal à trouver un moyen permettant d'élever son degré de confiance internationale qui reste le plus bas dans l'échelle mondiale.

3 – Politique d'ouverture extérieure

Jusqu'à environ la fin des années soixante, les relations économiques extérieures étaient considérées comme un moyen supplémentaire pour acquérir les biens que l'économie domestique était incapable de produire, ou pour combler l'insuffisance provisoire de la production interne. Cette conception n'a pourtant pas connu de

changement significatif alors qu'à partir des années soixante, les aides et dons de ses alliés ont été remplacées par des emprunts et que l'ambition de construire une économie socialiste authentique a exigé un recours croissant aux capitaux étrangers.

La Corée du Nord avait poursuivi une diplomatie équilibrée entre ses deux partenaires, l'URSS et la Chine. Le but économique de cette diplomatie était l'obtention d'un maximum d'aides et dons de ces deux grands pays alliés. Mais, le déclenchement du conflit sino-soviétique l'a rendue inefficace, tandis que la révolution culturelle chinoise a interrompu la pratique des aides et dons de la part de la Chine. La nécessité de recourir aux équipements modernes et aux technologies avancées est une condition de la poursuite du processus de développement socialiste. Il fallait donc revoir la politique qui consiste à limiter les relations économiques internationales au monde socialiste. Ce changement de politique semble être influencé par l'expérience sud-coréenne qui a montré la possibilité de se servir des capitaux étrangers pour le développement.

En fait, la Corée du Nord a commencé, dès le début des années soixante-dix, à chercher à avoir des relations avec les pays non-socialistes. Il s'agit du commencement du processus d'ouverture du pays, qui a certainement un sens majeur, dans la mesure où les relations avec les pays capitalistes lui demandent naturellement de respecter le principe de l'économie de marché.

3.1 – Processus de la politique d'ouverture : emprunts auprès du monde occidental

Le premier Plan hexagonal de développement économique, commencé en 1971, avait comme premier objectif le développement des industries lourdes et des industries de défense, principalement par la modernisation des établissements industriels et une révolution technique. L'objectif était de poursuivre, de façon intensive, la construction industrielle socialiste du pays dont la première étape était censée être achevée. La conception initiale de ce Plan était fondée sur les aides attendues de la part de l'URSS et de la Chine. Cet espoir s'étant avéré tout de

suite non-réalisable, le pays a cherché à introduire des équipements et technologies venus des pays occidentaux. Il s'agit de la première étape d'ouverture économique extérieure. C'est ainsi que, pendant la première moitié des années soixante-dix, la part des pays occidentaux a dépassé celle de l'URSS dans le volume des crédits reçus, et aussi dans le volume du commerce (en 1971, 80 % avec la zone communiste et 20 % avec la zone non-communiste; ce rapport s'est inversé en 1974 avec, respectivement, 40 % et 60 % cf. MOU, 1986).

Mais, le premier choc pétrolier survenu en 1974 a fait monter les prix des matières premières importées, alors que les prix des exportations du pays (essentiellement des métaux non-ferreux) ont baissé. Le pays s'est finalement trouvé dans l'impossibilité de régler ses importations à partir de 1975 pour tomber en "default" avec une dette s'élevant à 2,5 milliards de dollars.

3.2 – La loi Equity Joint Venture

En 1984, la Corée du Nord a adopté la "loi *Equity Joint Venture*" : une forme d'entreprise dans laquelle l'entreprise nord-coréenne et l'entreprise étrangère investissent en commun, gèrent en commun et partagent le profit selon leur part de capital. Cette loi vise à attirer des investissements directs étrangers. C'est ainsi que de nouvelles activités (non limitées aux simples activités commerciales) : la gestion commune d'entreprise, la coopération technologique sont introduites dans les activités concernant l'échange extérieur. Cela signifie que le pays a changé de politique passant de celle d'emprunt à celle d'accueil d'investissements étrangers. Les raisons en sont multiples :

- 1) les investissements directs ne créent pas de dettes à rembourser comme le font les emprunts ;
- 2) ils favorisent l'introduction de techniques qui améliorent la capacité d'acquisition de devises ;
- 3) le cas de la Chine a montré les avantages apportés par une politique d'accueil d'investissements étrangers ;

– 4) la *joint venture* peut être contrôlée par les autorités de la planification sans introduire les éléments constituant l'économie de marché ;

– 5) le fait que la Corée du Sud, qui a mené systématiquement une politique de développement extravertie, a vu s'accroître l'écart économique avec la Corée du Nord.

Cette politique a été vivement poursuivie entre 1986 et 1992. Mais, l'intention d'attirer les capitaux des pays occidentaux n'a pas pu atteindre son but. En effet, la principale source de capitaux est venue des diasporas coréennes au Japon, alors que le premier projet de construction de l'Hôtel Yanggakdo avec des capitaux français a été suspendu en raison des exigences excessives de la Corée du Nord. Il n'y a eu qu'une centaine d'entreprises *joint-venture* ainsi créées. Le montant investi en moyenne par entreprise est d'environ 1 million de dollar. Et deux-tiers d'entre elles sont concentrées dans le secteur primaire, dans le secteur de services (restaurants, magasins, etc.), et dans les industries légères. En outre, plus de la moitié de ces nouvelles entreprises auraient fermé. En somme, la politique de joint-venture s'est conclue par un échec, car la Corée du Nord a maintenu l'intention de contrôler les *joint-ventures* dans le cadre du système d'économie planifiée, alors que les capitaux occidentaux, sauf ceux des diasporas coréennes au Japon, ne pouvaient accepter une telle méthode de gestion.

3.3 – Zones économiques spéciales

A partir du début des années quatre-vingt-dix, période marquée par l'effondrement du bloc socialiste international, la Corée du Nord perd le bénéfice d'un commerce concessionnel avec les pays socialistes, et elle reste le dernier pays parfaitement isolé du monde extérieur : les difficultés économiques sont devenues une véritable crise économique ; le taux de croissance annuel de l'économie reste dans le négatif année après année. Une telle situation a poussé le pays à développer une nouvelle politique d'attraction des capitaux étrangers, et cette fois-ci sous la forme de zones économiques spéciales, forme qui permettrait de surmonter les limites de la pratique des joint-ventures et d'assurer une plus grande

ouverture économique.

Cette nouvelle politique ne tient pas compte seulement des changements survenus dans l'environnement international, dont nous venons de parler ; elle a aussi pour but de participer activement au Projet de Développement, initié par les Nations Unies en 1990, de la Région de la Rivière Duman (région frontalière entre Corée du Nord, Chine et Russie). Le pays a certes été encouragé par l'expérience chinoise dans ce domaine. Il a, enfin, désigné la région Najin-Seonbong comme zone économique spéciale, et ce, pour la première fois de l'histoire du pays.

Selon le plan de développement de cette région, révisé en 1995, elle serait une plate-forme d'échanges internationaux offrant les fonctions de commerce intermédiaire, conditionnement des produits pour réexportation, tourisme et intermédiation financière, etc. pour la période de 2001 à 2010. On attend un total de 119 projets d'investissement pour un montant total de 4,7 milliards de dollars (3,6 milliards pour le secteur manufacturier, 0,9 pour l'infrastructure et 0,1 pour les services). Deux forum d'investissement ont été organisés, pour ce faire, en septembre 1996 et en septembre 1998. Mais, en raison de l'instabilité intérieure du pays après le décès de Kim Il-Sung, l'insuffisance de l'infrastructure existante, l'exclusion de la participation des entreprises sud-coréennes, etc., le montant réellement investi, à la fin 2000, ne s'élève qu'à 120 millions de dollars, la plupart investis dans les services (hôtellerie, restauration, transport-commerce) et dont 67 % viennent de capitaux chinois d'outre-mer, 10 % des diasporas coréennes au Japon et seulement 10 % des pays occidentaux.

Au-delà de cette modeste performance, la politique de zone économique spéciale constitue un tournant dans le processus d'ouverture du pays. Elle a mis en évidence la nécessité d'investissements directs étrangers, a autorisé la présence d'unités relevant de l'économie de marché, fait adopter de nombreuses législations concernant l'investissement étranger qui vont servir aux appareils institutionnels pour d'éventuelles autres zones spéciales à venir. De ce point de vue, on peut juger que la zone spéciale de Najin-Seonbong jouera le rôle de modèle pour établir la "voie d'ouverture selon la manière

nord-coréenne". En fait, le pays a désigné en 2002 la région de Shineuju (extrême nord-ouest du pays, ville frontalière avec la Manchourie chinoise) comme zone spéciale économique et la région du Mont Keumgang (région côtière de l'extrême sud-est du pays, frontalière avec la Corée du Sud) comme zone spéciale touristique, tandis qu'il est en train d'examiner positivement la désignation de la région de Gaeseong (ville située à 40 km du nord-ouest de Séoul) comme zone spéciale économique, notamment au profit des capitaux sud-coréens. Tout ce processus d'ouverture semble être actuellement bloqué par le problème du programme nucléaire survenu au milieu de l'année 2002. Mais, il est certain que la voie vers l'ouverture elle-même n'a pas été abandonnée, et ne le sera pas.

4 – La stratégie actuelle de développement

L'économie nord-coréenne a connu un taux de croissance de 6,2 % en 1999 après avoir longtemps connu un taux moyen annuel de -4,3 % entre 1990 et 1998. Ce taux positif de croissance s'est maintenu depuis, malgré des taux de croissance moins élevés. Ce redressement économique est principalement dû aux aides alimentaires de la communauté internationale et aussi à une coopération accélérée avec la Corée du Sud. Il y a eu, également, des efforts internes au pays. Il convient donc de savoir quelles stratégies le pays conçoit pour sortir de la crise économique mais aussi de la crise globale de la société. Quatre aspects peuvent être repérés :

a) Une stratégie de construction d'un grand pays puissant à travers un développement de la science et de la technologie. Celle-ci a un double but. D'une part, il faut développer des énergies et matières de remplacement pour remettre en fonctionnement les usines existantes. D'autre part, il faut se préparer pour le XXI^{ème} siècle en développant les hautes technologies (*cf. Quotidien du Travail*, 23/01/2002).

b) Une stratégie de développement par à-coups à travers le développement des industries de l'information et des télécommunications (IT) en tant qu'industries stratégiques. Ceci pour plusieurs raisons : (1) l'impossibilité de faire des

investissements destinés à remplacer les anciens équipements sans recourir aux capitaux étrangers et sans envisager l'amélioration des relations avec les Etats-Unis ; donc, il faut tout d'abord mettre en œuvre une stratégie à court terme, réalisable à partir des moyens internes ; (2) alors que le développement du *hardware* exige des fonds massifs et beaucoup de temps, celui du logiciel (*software*) est possible à court terme avec un investissement de départ réduit ; (3) pour ne pas se contenter de la restauration des industries traditionnelles mais pour faire un saut dans le processus de développement afin de préparer l'ère de l'informatisation ; (4) les industries IT correspondent à la stratégie d'ouverture limitée sans réforme du système. En effet, ces industries peuvent fonctionner avec seulement un petit nombre d'élites bien formées, capables de maintenir une clarté idéologique même lorsqu'ils sont au contact des étrangers.

c) Une stratégie de normalisation industrielle à travers la restauration de la force productive des cinq secteurs leaders (alimentation, électricité, charbon, machine-métal, chemin de fer-transport). Il est urgent de procurer de la nourriture et de l'énergie, et de restaurer les forces de production industrielle essentielles pour remettre sur pied l'ensemble de l'économie.

d) Une stratégie d'utilisation des capitaux étrangers se fondant sur "l'évolution à notre façon". Il s'agit d'une ouverture extérieure sans changement profond du système économique, ce qui implique la coexistence du système socialiste à la nord-coréenne et de l'économie de marché. De toute façon, cela signifie l'introduction partielle du pragmatisme, du système de compte indépendant, un accent mis sur la profitabilité, l'introduction des éléments de l'économie de marché (autorisation de la vente des surplus des fermes coopératives par les équipes de travailleurs ; introduction des droits d'auteur permettant aux inventeurs de disposer de la propriété privée et de l'héritage des brevets ainsi que du droit de propriété intellectuelle), etc.

Conclusion : une perspective

Il reste pourtant à se demander si ces stratégies de redressement économique pourront atteindre le but annoncé.

En ce qui concerne les facteurs exogènes qui sont dominés par les relations extérieures notamment avec la Corée du Sud, les Etats-Unis, le Japon, la Chine et la Russie, il n'est pas facile de prévoir comment ils évolueront. Comme la réciprocité domine dans ce domaine, d'autant plus que la Corée du Nord n'est pas en position de prendre l'initiative, il n'est pas sûr du tout que la "stratégie d'ouverture à notre façon", impliquant le contrôle des flux de capitaux étrangers capitalistes et leur orientation par les autorités nord-coréennes, puisse être maintenue à moyen

et long terme. En effet, une telle stratégie entrerait en contradiction avec la nature du capital privé, que renforce la mondialisation économique.

En ce qui concerne les facteurs endogènes, la question immédiatement posée est celle de savoir s'il est possible de redresser l'économie seulement avec l'adoption des méthodes de gestion économique pragmatiques, afin de s'adapter à une économie ouverte d'une manière limitée et contrôlée et sans toucher au système de l'économie planifiée lui-même. En effet, l'expérience chinoise montre, qu'au moins dans le système économique, il faut avoir un système de marché libre sans que l'on ne touche au système politique socialiste.

Bibliographie

- FMI (2001), *World economic outlook*.
- JEFFRIES Ian (2001), *A guide to the economies in transition*, Routledge, an imprint of Taylor et Francis Book Ltd.
- Quotidiens du Travail*, 2002/1/23 (publié en Corée du Nord).
- Marcus NOLAND (2000), *Avoiding the apocalypse*, The Institute for international economics.
- Message de nouvel an*, Corée du Nord, chaque année (en coréen).
- Ministry of Unification (MOU) (2002a), *Comprendre la Corée du Nord* (en coréen).
- (2002b), *Livre blanc sur la Corée du Nord* (en coréen).
 - (2000), *Aperçu de la Corée du Nord* (en coréen).
 - (1986), *Statistiques de l'économie nord-coréenne* (en coréen).
- National Statistical Office (NSO) (2001), *Comparaison des situations socio-économiques entre la Corée du Sud et la Corée du Nord* (en coréen).
- <<http://www.kcna.co.jp>>, Korean central news agency of DPRK.
- Yonhapnews, *North-Korea Yearbook*, chaque année (en coréen).